



Clio. Femmes, Genre, Histoire

15 | 2002
Chrétiennes

Anne COVA, « Au service de l'Église, de la patrie et de la famille ». Femmes catholiques et maternité sous la III^e République

Paris, L'Harmattan, 2000

Françoise Thébaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/77>

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 230-232

ISBN : 2-85816-620-X

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Françoise Thébaud, « Anne COVA, « Au service de l'Église, de la patrie et de la famille ». Femmes catholiques et maternité sous la III^e République », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 15 | 2002, mis en ligne le 08 février 2005, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/77>

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.

Tous droits réservés

Anne COVA, « *Au service de l'Église, de la patrie et de la famille* ». Femmes catholiques et maternité sous la III^e République

Paris, L'Harmattan, 2000

Françoise Thébaud

RÉFÉRENCE

Anne COVA, « *Au service de l'Église, de la patrie et de la famille* ». Femmes catholiques et maternité sous la III^e République, Paris, L'Harmattan, 2000, 280 p.

- 1 Pour sa thèse de doctorat sur la protection de la maternité en France de la fin du XIX^e siècle à 1939, Anne Cova a effectué l'immense travail de dépouillement des nombreux débats parlementaires sur le sujet, ainsi que la consultation des archives et de la presse des associations féministes et féminines. Elle a publié l'essentiel des résultats en 1997 dans un ouvrage neuf et stimulant¹, qui dresse la généalogie d'une conquête et évalue l'impact des féministes de la III^e République dans la construction de l'État-providence. Pour ces dernières et malgré la diversité de leurs positions, la maternité doit être protégée comme fonction sociale et les mères dotées de droits. Utilisant un matériau non publié et des recherches complémentaires, « *Au service de l'Église, de la patrie et de la famille* » met en scène les associations de femmes catholiques nées, dans le sillage de *Rerum Novarum* (1891), pour promouvoir l'action sociale ; associations mal connues jusqu'ici, malgré leur poids dans la société française.
- 2 L'ouvrage étudie notamment la Ligue des femmes françaises (LFF), fondée à Lyon en 1901, et sa scission parisienne de 1902, la Ligue patriotique des Françaises (LPDF) plus proche du parti de l'Action libérale populaire. Les deux organisations fusionnent de nouveau en 1933 à la demande de Rome pour former la Ligue féminine d'action catholique française

(LFACF), forte de deux millions d'adhérentes à la veille de la guerre. Là, la rhétorique des devoirs l'emporte sur celle des droits : vouées par nature à une « mission maternelle » dans des familles légitimes, les femmes, encadrées par les ligues, doivent devenir des « mères-éducatrices » et renoncer à un travail extérieur au foyer. Ce dernier point, de plus en plus prégnant dans l'entre-deux-guerres et particulièrement lorsque la crise se fait sentir, est la préoccupation principale de l'Union féminine civique et sociale (UFCS). Fondée en 1925 par Andrée Butillard et Aimée Novo, cette association crée huit ans plus tard la Ligue de la mère au foyer et organise deux congrès internationaux aux titres explicites : *Le travail industriel de la mère et le foyer ouvrier* (1933), puis *La mère au foyer, ouvrière du progrès humain* (1937).

- 3 Anne Cova situe l'action et les prises de position de ces associations dans le contexte démographique, religieux et politique, contextualisation peut-être nécessaire mais qui conduit parfois, outre le recours habituel mais simplificateur aux décennies, à des répétitions et à une certaine dilution de l'objet d'étude (« femmes catholiques et maternité »). Par ailleurs, le paysage foisonnant des groupes et des individualités aurait sans doute nécessité un index, une chronologie et de courtes biographies. Cependant l'ouvrage, qui s'appuie sur une solide documentation, est une mine d'informations qui souligne la diversité du militantisme féminin catholique. Par son angle d'approche, il fait comprendre la nature, le poids et les ambiguïtés de l'action sociale catholique dans une France républicaine et de plus en plus nataliste. Posant la question pertinente des liens entre les associations de femmes catholiques et les groupes féministes, il fait découvrir des organisations qui revendiquent les deux appartenances, comme le Féminisme chrétien de Marie Maugeret (fondé en 1896, il s'affirme rapidement très antidreyfusard) ou la plus tardive Union nationale pour le vote des femmes (1920). Celle-ci tente d'introduire la revendication du suffrage féminin dans les milieux catholiques pour mieux défendre un programme familial et maternel : versement d'aides financières pendant douze semaines aux femmes enceintes et jeunes mères dans le besoin, création de maternités et de maisons maternelles, encouragement à l'allaitement maternel, développement de l'enseignement ménager et de cours de puériculture.
- 4 Faut-il parler de « féminisme social » à propos de l'UFCS² ? Agrémenté de nombreuses citations, « *Au service de l'Église, de la patrie et de la famille* » apporte une réponse claire et nuancée. Malgré une volonté commune de protéger la maternité et une ouverture des féministes aux groupes philanthropiques (particulièrement manifeste lors des États généraux du féminisme en 1929), l'opposition des associations catholiques au « féminisme égalitaire » et « individualiste » est profonde. À partir de conceptions divergentes de la famille et de la maternité (« mission créatrice » ou « fonction sociale »), elle s'exprime notamment sur la question du travail des femmes et sur celle du suffrage, ce qui donne de belles pages sur les diverses modalités du suffrage familial proposé à plusieurs reprises par Henri Roulleaux-Dugage. Pour l'UFCS, qui souhaite le partage des voix de la famille entre père et mère mais l'exclusion des filles-mères de la citoyenneté, c'est « une réforme indispensable pour donner à la famille dans le pays la place qui lui revient de droit ». Pour l'abbé Lemire, député qui revendique que tout électeur marié ait droit à deux voix (trois s'il est père d'au moins quatre enfants), c'est la consécration d'un « ordre naturel contre lequel rien ne doit prévaloir »...
- 5 Croisant l'histoire des femmes avec le facteur religieux, Anne Cova pose les femmes catholiques comme actrices de l'histoire de la III^e République et explore la tension permanente entre action sociale et volonté de rechristianiser la France.

NOTES

1. Anne Cova, *Maternité et droits des femmes en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Anthropos-Economica, 1997 (compte rendu de Christine Bard in *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*, 8/1998 : 267).
2. C'est le titre de l'ouvrage américain de Naomi Black (*Social Feminism*, Ithaca, Cornell University Press, 1989).